

NOUS VOULONS VIVRES, ILS VEULENT NOUS DÉTRUIRES

LE GAZ ET L'HUILE DE SCHISTE COMME ACTUALISATION DE LA MENACE CAPITALISTE



Version de travail, remplie de fautes.

Florian OLIVIER – Groupe Péquenot-Science (bugin@no-log.org)

14 Mars 2011

Organisation

I. L'ÉNERGIE ENJEU MAJEUR.....	3
II.LE GAZ ET L'HUILE DE SCHISTE.....	4
III.Cartographie.....	5
IV.LES PROBLÈMES ET LES PESPECTIVES.....	8
Propagande.....	8
Pour un désastre durable.....	8
Face au Bilan énergétique.....	10
Le problème de l'expertise.....	12
Pas de culpabilisation ! N'attaquons pas la demande d'énergie, mais le système.....	12
Emplois.....	13
L'auto-production et autogestion locale contre la démocratie parlementaire, les Industriels et les Patrons !.....	13
Suspension, moratoire, ou refus complet ?.....	14
V.RÉSISTANCES.....	15
a) Générale.....	15
b) Localement.....	18
c) Actions.....	18
L'agenda.....	20
RESSOURCES.....	23



I. L'ÉNERGIE ENJEU MAJEUR.

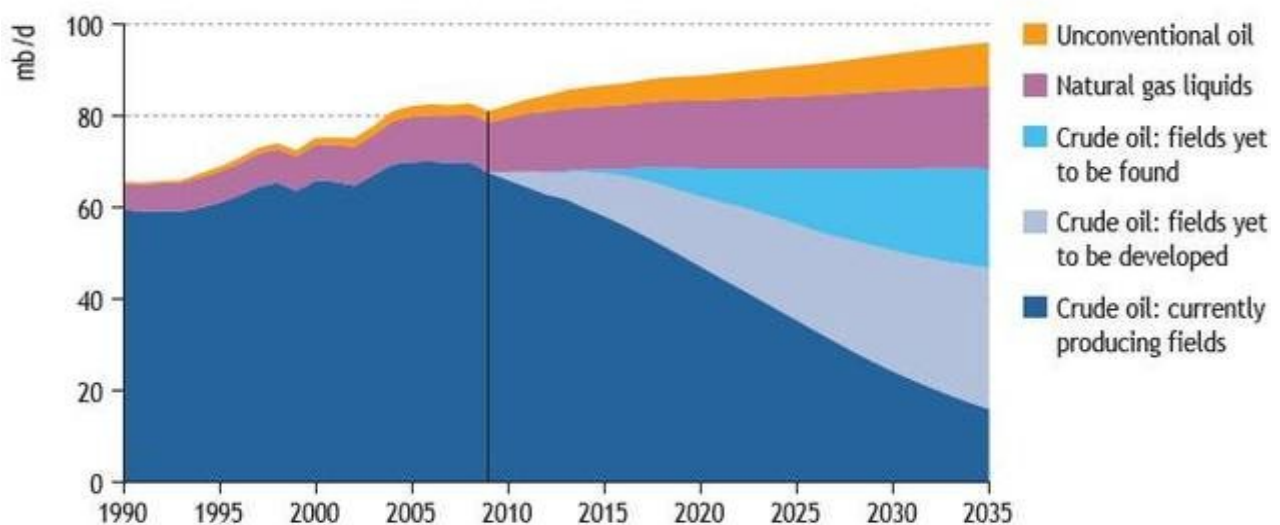
Parler de la question de l'énergie aujourd'hui, c'est un problème très émotionnel. La moindre critique, étant donné la conception actuelle de notre société, sera prise comme une volonté de retour à l'âge de pierre, ou la recherche d'une société crudivoriste, frugivore et charognarde. Pourquoi ? Parce que le moindre acte que nous faisons aujourd'hui demande de l'énergie motrice non vivante.

Par le passé, la majorité des personnes quand elles désiraient manger, devaient cultiver son jardin, aller à la chasse ou échanger (contre de l'argent, des services, ou d'autres choses) la nourriture à un paysan du coin. Aujourd'hui ces pratiques ne concernent qu'une très faible part de la population dans le système industriel capitaliste mondialisé. Pour manger, on consomme surtout du pétrole (et on donne de l'argent). Énormément : pour les engrais, les pesticides, le transport, l'emballage, la distribution. Tant et si bien que notre dépendance à l'énergie, avec le pétrole comme principale ressource, n'est plus une question personnelle ou d'un petit groupe, mais une question mondialisée.

C'est un problème très différent dont il faut comprendre les enjeux. Passer d'une énergie dont on peut régler la dépendance localement à une énergie dont on règle la dépendance globalement pose de sérieux problèmes politiques, quand la question concerne les besoins alimentaires. Étant donné qu'il est impossible de vivre sans manger, ne pas être autonome sur la question énergétique dans ce cas, revient à être totalement dépendant des pays qui apportent les ressources nécessaires. Difficile de critiquer la main qui nourrit.

L'actualité de la société capitaliste mondiale c'est une importante demande d'énergie¹. Selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), nous avons atteint le maximum d'extraction en 2006².

Figure 3.19 • World oil production by type in the New Policies Scenario



Des techniques d'extraction, qui par le passé s'avéraient trop chères vis-à-vis de leur prix de transformation, sont à présents intéressantes pour les États et les industriels³. Du pétrole, on passe aux schistes bitumineux, du gaz naturel au gaz de schiste... Des pays orientaux, aux pays

1 Je dis société mondiale capitaliste, parce que la demande de cette organisation, reflète des besoins aliénés, engendré par des productions barbares qui détruisent tout le vivant. Il en serait autrement dans une société délivrée du capitalisme et de l'appareil technique spécifique qu'il a mis au point (non pas l'industrie, mais l'industrialisme, non pas la machine, mais le machinisme).

2 <http://petrole.blog.lemonde.fr/2010/11/18/tout-va-bien-le-peak-oil-est-atteint-dit-lagence-internationale-de-lenergie/>

Les analystes distinguent les « ressources » et les « réserves ». Les « ressources » font référence à tous les gisements. Les « réserves » représentent les gisements dont on peut extraire quelque chose avec la technologie existante.

3 Les anciennes techniques (nucléaire, charbons etc.) et les nouvelles techniques, comme les agrocarburants ne sont pas écartés. Au contraire : au terme biocarburant, succède celui de culture énergétique. La FNSEA veut que d'ici 2020, les pompes contiennent 10% de ces carburants.

http://www.fnsea.fr/sites/webfnsea/actu/comm/2010/09/100930sbi_psafrnsea.pdf

occidentaux.

C'est à présent les forêts, nappes phréatiques, et terrains dans notre proximité, qui vont être détruits, dévastés, perforés pour extraire du Gaz et de l'Huile de Schiste.

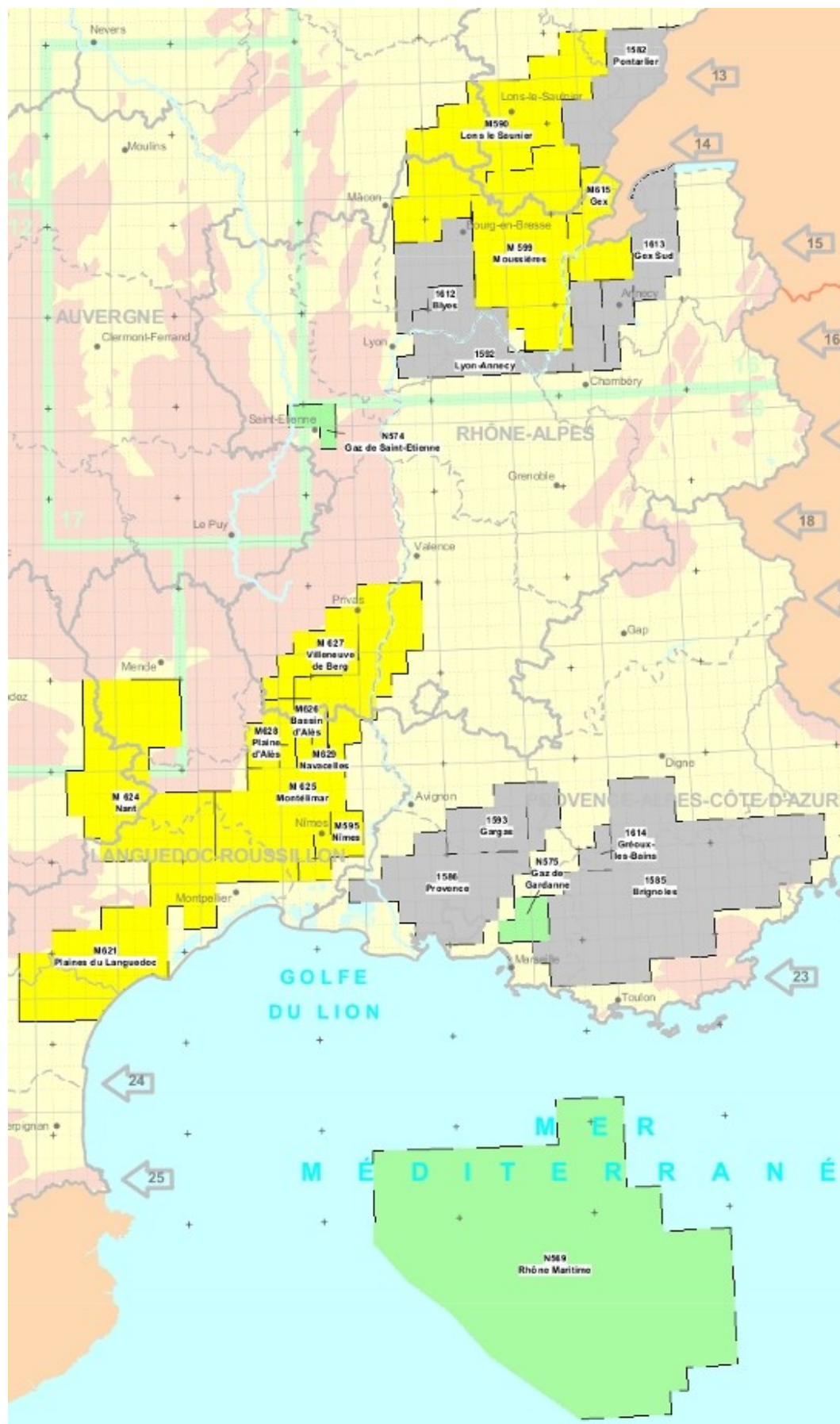
II.LE GAZ ET L'HUILE DE SCHISTE

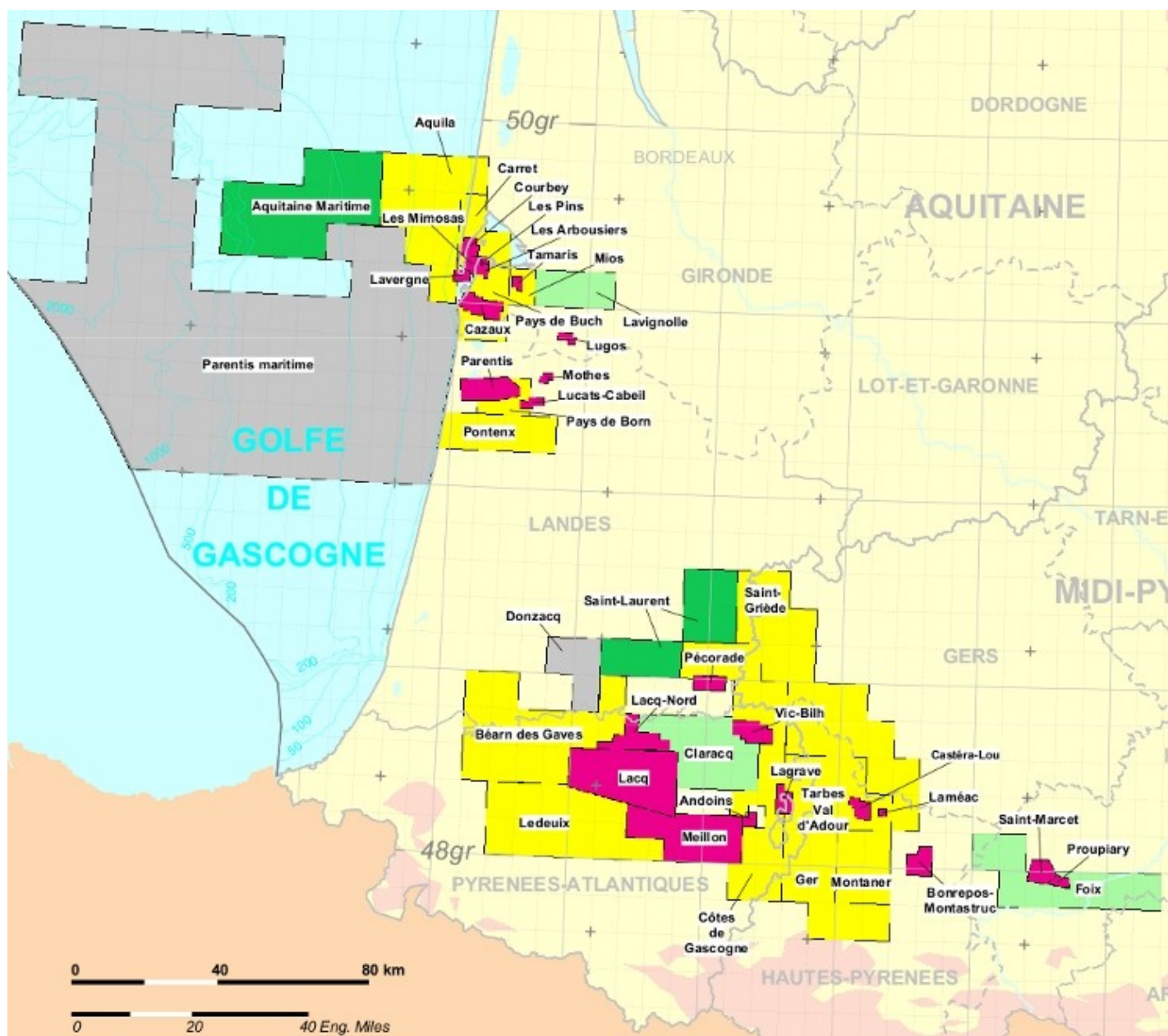
Le gaz et l'huile de schiste (ou schiste bitumineux) [Oil Shale] gisent dans certains sols ou ils peuvent s'être accumulés. Ce sont jusqu'à présent des gaz et pétrole non-conventionnel⁴. Pour les extraire il faut forer le sol jusqu'à plus de 2500 mètres. La méthode s'appelle la fracturation hydraulique. La roche souterraine est fracturée avec de l'eau, du sable et des produits chimiques⁵ sous forte pression (600 bars) pour déclencher un micro-séisme. Chaque «frack» nécessite quasiment 15 000 mètres cubes d'eau (soit 7 à 15 millions de litres), un puits pouvant être fracturé jusqu'à 14 fois. Ensuite on tente de récupérer et transformer le gisement.

4 Si ils deviennent très employés, ils peuvent être requalifié de conventionnel.

5 Selon Charles Lamiraux, la composition des additifs qui seront utilisés dans les sous-sols ? Serait « Des proppants – des adjuvants qu'on trouve dans les glaces et le dentifrice. » [invérifiable pour l'instant].

III. Cartographie





IV. LES PROBLÈMES ET LES PERSPECTIVES

Les arguments pour défendre ses extractions se clarifient et on peut les trouver chez les entreprises qui cherchent des partenaires⁷.

Propagande. Pour faire accepter leur projet les entreprises et gouvernants veulent enrôler la population en manipulant leurs opinions, c'est ce qu'ils appellent agir sur⁸ « l'acceptabilité ». Pour cela ils sont prêts à saisir la CNDP (Commission Nationale des Débats Public⁹) et prépare de grand plan de « communication ». Il s'agit de faire croire que l'on fait participer la population à des décisions qui sont déjà prises. Les budgets prévisionnels et les frais engagés par les industriels l'atteste.

C'est l'entreprise Euro RSCG¹⁰ qui s'occupe de la propagande de Toréador, ainsi que de celle de DSK. Alors qu'une manifestation a eu lieu à Doue contre les installations de Toréador, celle-ci propagea l'idée que c'était juste un « forage classique » qui allait avoir lieu, après vérification, il s'avèrent que ce n'était qu'une manœuvre pour calmer les esprits, car c'est bien une fracturation hydraulique qui est prévue¹¹. C'est après cette manifestation du 5 Mars, que l'entreprise se décida à mettre en service un site internet chargé de sa propagande¹². La guerre du vocabulaire a commencé.

Pour ne pas éveiller les craintes, ils parleront de Pétrole ou Gaz sans préciser Schiste (et parlerons plutôt de roche carbonatée), décrivons la méthode sans la nommer ou parlerons de *stimulation* hydraulique (au lieu de *fracturation* hydraulique), prônerons la transparence¹³, tout en revendiquant le secret industriel (notamment pour les produits chimiques employés pour réaliser la fracturation).

Enfin, La différence entre exploration et exploitation est exagérée. Sous couvert de recherches et d'augmentation de la connaissance on prône l'exploration sans dire qu'elle nécessite comme l'exploitation, la fracturation hydraulique. L'exploitation requiert juste plus d'infrastructures pour la transformation et le transport. Et qui peut croire qu'après avoir dépensé des millions¹⁴, ils repartiront sans prévoir de bénéfice ?

Pour un désastre durable. Pour chaque fracturation hydraulique « *deux cents allers retours de camions sont nécessaires au transport des matériaux de chantier, de l'eau, puis du gaz. De quoi transformer n'importe quelle nationale en autoroute. Sans compter les rejets de CO2 des raffineries, le bruit généré par le site et la transformation du paysage environnant.* » Il faudra détourner des rivières et chaque puits étant exploité rapidement (environ un à deux ans), il faut les multiplier (tous les 200 mètres environ)¹⁵, sans parler de l'augmentation du dioxyde de

7 Total notamment pour ses partenaires, son argument principal pour les attirer : « pourrait contenir des ressources allant jusqu'à 2.380 milliards de mètres cube de gaz, soit dix ans de consommation française dans l'hypothèse la plus pessimiste, et 21 ans dans le scénario le plus favorable. » [Certains qualifie cet argument de chantage à la consommation].

8 Total précise : "Au-delà de la validation technique et écologique, nous avons besoin de l'acceptabilité de la population". Ou encore la société 3legs qui a obtenu le permis de Cahors : <http://www.ladepeche.fr/article/2011/02/05/1006789-3Legs-Nous-allons-dialoguer.html>. Approfondir le sujet avec l'exemple du Québec : http://www.unites.uqam.ca/ERE-UQAM/BAPE_GAZ.pdf

9 Celle qui par le passé a tenté la même chose avec le nucléaire et les nanotechnologies. FNE (France Nature Environnement) a aussi demandé son intervention (<http://www.centpourcentnaturel.fr/post/2011/02/04/Gaz-de-schiste-les-autorisations-sont-suspendues>)

10 Contact indiqué sur le site de HESS en contrat avec Toreador : Caroline Maury, Euro RSCG C&O (Paris), caroline.maury@eurorscg.fr +33 1 58 47 95 19 or +33 1 58 47 94 32

11 <http://ownipolitics.com/2011/03/08/huiles-de-schiste-toreador-ne-prend-pas-garde-a-ses-contradictions-petrole-energie-balkany/>

12 <http://www.petrole-bassin-parisien.fr/>

13 Charles Lamiroux, géologue de formation, " Responsable exploration France " à la direction générale de l'énergie et du climat. « On est dans l'émotionnel absolu sans base concrète. Il n'y a pas plus transparent que ces procédures officielles : après le dépôt de la demande, il y a eu rapport de la Drire [la direction régionale de l'industrie et de la recherche et de l'environnement], consultation des services locaux, du préfet de la Drôme, qui était préfet centralisateur pour les trois dossiers de Montélimar, Nant et Villeneuve-de-Berg. Jugées recevables sur la forme, les demandes ont été ouvertes à la concurrence pendant 90 jours, au dernier desquels Total s'est mis sur les rangs. Pour montrer sa solvabilité, M. Schuepbach s'est associé à Suez, et Total a obtenu le permis de Montélimar [...] »

14 Total a déjà annoncé son intention d'investir 37,8 millions d'euros dans ce projet

15 Article de Michel Tarrrier : http://www.notre-planete.info/actualites/actu_2639_gaz_schiste.php

carbone¹⁶.

La pollution de l'air est inquiétante, « *L'état du Wyoming, par exemple, en 2009, n'a pas réussi à respecter les normes fédérales de qualité de l'air en partie en raison des émanations contenant du benzène et du toluène provenant d'environ 27 000 puits dont la grande majorité ont été forés ces cinq dernières années* ». Au Texas qui compte 93 000 puits, une structure hospitalière présentes dans six comtés a dit, en 2010, avoir constaté un taux d'enfants asthmatiques de 25 % alors que le taux de l'état est de 7%. » (New York Times - Fev. 2011).

Les produits chimiques représenterai 0,5 à 1% de ce qui est injecté avec l'eau. Parmi eux, il y aurait des sables radioactifs utilisés comme traceurs. Si les produits chimiques semble représenter une faible quantité par rapport à l'eau, cela ne signifie pas que leurs effets sont nuls (sinon on ne les utiliserai pas), et par ailleurs, comme les puits doivent être nombreux et rapprochés les uns des autres, il faut se rappeler qu'il faut les injecter pour chacun d'eux. Enfin, si pris isolément certains éléments peuvent paraître bénin, il faut indiquer que c'est bien souvent l'interaction entre les éléments qui pose problème et sur lequel on a un savoir pauvre¹⁷.

De plus l'explosion, constituante de cette méthode, en plus d'être un micro-séisme qui peut être dangereux¹⁸, a montré (aux États-Unis et Québec) qu'ils pouvaient entraîner par la pollution du sol et des eaux par le gaz et les produits chimiques : des pathologies variées chez les riverains humains et non-humains, des contaminations des nappes phréatiques, rivières¹⁹ et air environnant (pouvant devenir inflammable !)²⁰.

L'eau utilisée qui remonte à la surface, doit être traitée car elle est souvent salée et contient des métaux lourds. Parfois la manière dont est retenue cette eau qui ne doit pas rentrer en contact avec le sol est problématique. On a déjà vu au Québec de simple bâches en plastique noir, facilement percable pour les retenir ; ou des retenues fuir lors de grosses averses. Les eaux usées peuvent contenir des déchets que ne peuvent pas retraiter les stations d'épuration (notamment des éléments radioactifs). Un article du New York Times précise : En

16 <http://www.sciencepresse.qc.ca/actualite/2011/01/28/lab-c-schiste-combien-fuites> Pose la question de la possibilité du calcul des fuites du gaz au moment de l'extraction.

17 Pour l'interaction chimique, on peut noter que c'est déjà un problème avec les médicaments que prescrivent les médecins. Chaque société veut bien sous la contrainte tester son médicament, mais elles ne veulent pas tester l'interaction entre son médicament et d'autres.

Je déconseille à qui que ce soit de rentrer dans le détail de ses produits chimiques, il se ferait par la suite balader d'expert en expert avec des résultats qu'ils ne pourrait pas vérifier lui-même. Ces difficultés suffisent à poser le problème.

18 http://www.swissinfo.ch/fre/actualite/Un_projet_geothermique_provoque_un_seisme_a_Bale.html%20?cid=5618194

19 La France est un des pays qui payent déjà le plus de taxes à l'union européenne pour non respect de la qualité de l'eau potable. Il faut tenir compte du problème des algues vertes, du PCB dans le Rhône...

20 Wikipédia indique pour l'extraction de l'huile de schiste : « Ces effets sont plus prononcés avec les méthodes d'extraction en surface qu'avec les méthodes souterraines. Ils sont de différentes sortes : drainage minier acide (oxydation due à l'exposition à l'air et à l'eau d'affleurements de minéraux), déversement de métaux dans les eaux de surface et les eaux souterraines, augmentation de l'érosion, émissions de gaz sulfurés et pollution de l'air par les particules produites lors des phases de transformation, transport et les activités annexes.

En 2002, environ 97 % de la pollution de l'air, 86 % des déchets et 23 % de la pollution de l'eau en Estonie provenait de l'industrie de l'énergie, qui utilise le schiste bitumineux comme source principale de carburant.

L'extraction de schiste bitumineux est dommageable à la richesse biologique du terrain et à son écosystème. La combustion et le traitement thermique génèrent des déchets et émettent dans l'atmosphère du dioxyde de carbone, un gaz à effet de serre. [...]

Certains analystes ont exprimé leur préoccupation sur l'utilisation de l'eau par l'industrie du schiste bitumineux. En 2002, elle utilisait 91 % de l'eau consommée en Estonie. En fonction des technologies utilisées, l'autoclavage hors sol utilise entre un et cinq barils d'eau par baril d'huile de schiste produit. Une étude sur l'impact environnemental publiée par le département de gestion du territoire (US Bureau of Land Management), estime que l'extraction hors sol et l'autoclavage produisent 8 à 38 litres d'eau souillée par tonne d'huile de schiste. On estime que la transformation in-situ utilise environ un dixième de cette quantité d'eau. Ces préoccupations sont encore plus sensibles dans les régions arides, comme l'Ouest des États-Unis ou le désert du Neguev en Israël, où il existe des plans pour étendre l'extraction de schiste bitumineux malgré la pénurie d'eau. » De plus « L'exposition aux huiles de schistes a été reconnue comme facteur de risque (« preuves humaines suffisantes ») pour le cancer du scrotum.

La pyrogénéation de l'huile de schiste libère dans l'atmosphère de l'aniline qui, à dose élevée, peut avoir des effets sur la santé : « Chez les êtres humains, l'exposition aiguë à des concentrations élevées d'aniline provoque la cyanose, des céphalées, des nausées, des vomissements, la tachycardie, l'ataxie, le vertige, l'acouphène, des faiblesses, la confusion, la somnolence, des convulsions, le coma et la mort, surtout à la suite de l'anoxie causée par la méthémoglobinémie (Gosselin et al., 1984). On a aussi observé des cas d'hématotoxicité (hémolyse intravasculaire, anémie et formation de corps de Heinz), de toxicité rénale (insuffisance rénale) et d'hépatotoxicité (atrophie et cirrhose du foie) chez des personnes exposées de façon aiguë à des concentrations élevées d'aniline (Donovan, 1983 ; Scott et al., 1983 ; ACGIH, 1986 ; Gosselin et al., 1984). » (Environnement Canada, Santé Canada 1994, 14) »

Pennsylvanie, « *le niveau de radioactivité dans les eaux usées est parfois 100 ou même 1000 fois le niveau maximum autorisé par la norme fédérale concernant l'eau potable* ». On y apprend aussi que l'eau est parfois rejeté sans être traité, cela revient moins chers. Cette radioactivité n'est pas forcément injecté, mais se trouve présente a l'état naturel dans la roche. Le problème est qu'elle remonte à notre niveau avec les eaux après la fracturation²¹.

La question de l'eau et de l'usage des terres dans ces régions est ici radicale. L'eau et la terre sont détournés de leurs participation a l'équilibre écosystémique et des utilisations populaires et agricoles pour être une priorité industrielle²².

Enfin, comme c'est arrivé aux États-unis, l'explosion de Pipeline n'est pas a écarter (Ohio, Pensylvannie).

La France tient à préciser qu'elle ne reproduira pas les problèmes vécus en Amérique du Nord. « On va faire ça à la française ! » Comme pour le sang contaminé, ou les médicaments dangereux, le H5N1 etc ? En tout cas les industriels français qui n'y connaissent rien a la méthode dépendent tous de partenaire made in USA²³...

On nous assure qu'avec de nouvelles techniques on mettra au point une extraction propre. Mais elles n'existent pas²⁴. L'Amérique du Nord qui a l'habitude de ces extractions, les aurait mise en avant.

« Remise en état ». Certains vont jusqu'à dire que l'on peu recycler l'eau ou refaire pousser des arbres là ou est pratiqué l'exploitation²⁵... ça ne changera pas les problèmes irréversibles que constitue l'attaque de l'écosystème local et de son équilibre, ni la destruction des sols. En Suisse, une société a même obtenue le droit de pratiquer juste a côté d'une réserve naturelle²⁶.

Les industriels, argueront longtemps que l'on peu faire propre, mais si l'on se fie aux conditions matérielles réelles, on se rend compte, qu'ils ont toujours affiché cette position et que c'est uniquement a travers des luttes, que la population a pu exiger des vérifications, des changements, des améliorations.

Face au Bilan énergétique. Le gaz de schiste n'apporte pas d'indépendance, ce sont des multinationales et des sociétés états-uniennes qui vont extraire ces gisements. Le bilan net énergétique²⁷ de ces extractions ne serai pas rentable.

21 Sur son site Toréador indique qu'il n'a détecté aucune radioactivité du a ces précédents forages... mais aucun n'avait été fait avec la fracturation hydraulique.

22 « Si l'exploitation devait commencer dans les frontières définies par les permis, ce serait plus d'un paragraphe du Grenelle de l'environnement qui serait piétiné. Pour ce qui est des quantités d'eau à mobiliser, le choix de la région, frappée de sécheresse endémique depuis plusieurs années (notamment en Drôme et en Ardèche), est loin de satisfaire au principe de préservation des ressources en eau énoncé à [l'article 27 du Grenelle](#) : « [...] garantir l'approvisionnement durable en eau de bonne qualité propre à satisfaire les besoins essentiels des citoyens. A ce titre, l'État promeut des actions visant à limiter les prélèvements et les consommations d'eau. Il participe [...] à la diffusion des connaissances scientifiques et des techniques visant à une meilleure maîtrise des prélèvements et des consommations finales d'eau pour l'ensemble des usages domestiques, agricoles, industriels et de production énergétique. »

23 Total a créer un joint-venture avec une grosse société américaine, Chesapeake energy, pionnière dans le secteur, et GDF-Suez a fait appel aux services d'une autre compagnie made in USA, Dale. Voir Article sur Owni : <http://owni.fr/2010/12/07/gaz-de-schiste-le-tresor-empoisonne-du-sous-sol-francais/>

24 Comme l'indique Yves Cochet : « *La différence [...] entre les méthodes d'exploitation françaises et américaines n'existe pas : c'est toujours le forage horizontal et l'hydrofracturation, sans lesquelles il n'y a pas d'exploitation possible.* »

25 Écoutez l'incroyable défense Technogaïaniste d'Isabelle Moretti (Institut français du pétrole) : <http://www.reporterre.net/spip.php?article1622>

26 « Les autorités imposent leurs conditions Pour pouvoir forer directement en bordure d'une réserve naturelle afin de rechercher du gaz naturel, Petrosvibri a dû satisfaire à de très nombreuses directives imposées par les autorités cantonales. L'eau contenant la boue de forage est traitée et réutilisée, tandis que la boue doit être évacuée dans une décharge spéciale. Plutôt que d'utiliser comme habituellement des groupes électrogènes au diesel pour exploiter le site de forage, le courant doit être acheminé depuis le réseau à l'aide d'une ligne spéciale. L'ensemble du site est clôturé et surveillé. Partout se trouvent des capteurs qui détectent les fuites de gaz, enregistrent d'autres données et déclenchent une alarme si nécessaire. Les visiteurs sont équipés de casques de protection et de gilets et sont informés de la conduite à tenir en cas de déclenchement d'une alarme. »

27 « rédigé pour le collectif ardéchois. <http://yonne.lautre.net/spip.php?article4673>

Pour bien comprendre la notion de bilan net énergétique, revenons à l'extraction de pétrole en 1930. A cette époque, pour extraire 100 barils, il fallait fournir de l'énergie. L'énergie nécessaire pour extraire ces 100 barils équivalait à celle d'1 baril. Il restait 99 barils. Le bilan net énergétique du pétrole en 1930 était de 100:1.

Actuellement en 2010, le bilan net énergétique de l'extraction du pétrole s'est dégradée et est proche de 15:1. On va chercher le pétrole de plus en plus profond dans les mers ; Les gisements s'épuisant, il faut injecter des eaux ou du gaz pour augmenter la pression des gisements et faire

Les éoliennes industrielle et panneaux photovoltaïques, ne constituent pas une solution pour autant. Non pas parce qu'elles ne serait pas rentable du point de vue économique²⁸, ou du bilan énergétique²⁹, et surtout pas pour les mauvaises raisons habituelles (bruit, oiseaux, esthétique, valeur des habitations). Mais parce que les promouvoir reviendrait à valider l'exploitation rendue nécessaire par ce genre de techniques : « L'extraction du Néodyme [dans les mines de Chine] entraîne une telle pollution chimique que certains sites, malgré la « tolérance » des autorités chinoises à l'égard des détériorations industrielles, ont dû être fermés.³⁰ »

Qui se porte volontaire pour extraire les minerais rares nécessaires à la fabrication des éoliennes industrielles et des panneaux solaires ? Pour l'instant, c'est le rapport de force qui détermine quelles vies humaines et non-humaines seront détruites à ce travail pour les modes

remonter un mélange eau, gaz, pétrole ; ...

Lorsque le bilan net énergétique descend sous le seuil 1:1, il faut fournir plus d'énergie que ce que la ressource peut fournir.

Il ne semble pas exister d'étude sur le bilan net énergétique du gaz de schiste.

Dans un souci de transparence, de telles études doivent être mises sur la place publique. Il est nécessaire de vérifier que le bilan net énergétique prend bien en compte l'ensemble des énergies dépensées. En effet, très souvent, l'énergie de dé-pollutions (en supposant que l'on puisse dé-polluer à 100% - ce qui est faux pour le gaz de schiste), l'énergie pour soigner les victimes de cancer sont généralement socialisées et ne sont pas incluses dans le bilan net énergétique. A nous de demander la publication d'études sérieuses. De telles études nous montreraient très probablement que l'exploitation du gaz de schiste se situe sous le seuil de 1:1.

Bien qu'il n'existe pas d'étude sur la place publique, nous pouvons cependant comparer avec d'autres extractions utilisant des méthodes proches. Ainsi peut-on comparer avec le bilan net énergétique de l'extraction des pétroles de schistes.

Tout comme l'extraction du gaz de schiste, celle des pétroles de schistes demandent énormément d'énergie et d'eau. Les études les plus fiables indiquent un bilan compris entre 1:1 et 2:1. Il reste à vérifier que l'ensemble des coûts énergétiques sociaux, environnementaux, ... sont bien pris en compte.

Par ailleurs, compte tenu de ce très faible bilan, son évolution descendra rapidement sous le seuil de 1:1 rendant ainsi cette énergie rapidement obsolète.

D'autres énergies ont des bilans net énergétiques bien meilleurs. Ainsi en est-il par exemple de l'énergie éolienne offrant un bilan de 18:1. De plus, ce bilan reste constant tant qu'il y aura du vent sur notre planète. Les arguments que ne manqueront pas de faire valoir les extracteurs de gaz de schiste restent valables avec l'éolien (création d'emplois, ...) et le resteront à plus long terme puisque nous sommes certains que les vents perdureront plus que les gaz (sic!). »

Pour l'huile de schiste, wikipédia rapporte ceci : « Une mesure indispensable à la viabilité du schiste bitumineux en tant que source d'énergie est le ratio entre l'énergie produite par le schiste et l'énergie utilisée par son extraction et sa transformation, un ratio connu sous le nom de « Retour énergétique sur énergie investie » (Energy Returned on Energy Invested, EROEI). Une étude de 1984 estimait que le ratio de diverses mines de schistes bitumineux variait entre 0,7 et 13,3 même si certains projets d'extraction font valoir un ratio entre 3 et 10. Royal Dutch Shell a signalé un ratio de 3 à 4 sur son projet in-situ Mahogany Research Project. L'eau nécessaire au processus d'autoclavage du schiste bitumineux implique une autre considération économique : celle de poser un problème dans les régions où la pénurie d'eau se fait sentir. »

28 « Sur ce point, le photovoltaïque est ce qui peut se faire de pire ! Pour qu'elle soient "économiquement acceptables", ces installations bénéficient non seulement d'avantages fiscaux considérables (déduction de 50% de montant de l'investissement des impôts de particuliers, ramené à 25% pour 2011, subventions et avantages fiscaux divers aux entreprises et aux collectivités locales), mais elles bénéficient également d'un tarif de revente insoutenable : 58 cts le Kilowattheure pour les particuliers. Ce prix de rachat par EDF est à comparer aux 4cts de coût de production par EDF en interne. Ajoutés les frais de distribution (entretien du réseau, facturation, amortissements, etc), EDF revend le kilowatt aux particuliers 12 cts.

Qui finance ce rachat à perte invraisemblable par EDF, au profit de quelques particuliers, forcément par les moins mal lotis ? L'État, c'est à dire l'argent de tous les contribuables ! Si l'électricité photovoltaïque était non assistée par l'État, et si ses producteurs devaient, comme tous les entrepreneurs et prestataires de service, se trouver des clients à qui ils factureraient leurs prestations à un prix leur permettant d'être autonomes financièrement, les producteurs d'électricité photovoltaïque devraient vendre leur kilowatt entre 65 et 75 cts d'euros ! (à comparer au 12cts facturés par EDF)

Qui achèterait son électricité à ce prix là ? Personne ! Donc le photovoltaïque n'existerait pas. Et ça serait sans doute très bien comme ça ! Car il y a d'autres "catastrophes écologiques" qui se cachent derrière cette industrie. »

29 « Les panneaux photovoltaïques [...], c'est du silicium fondu à plus de 1000°C, subissant d'innombrables traitements chimiques et électrolytiques. Le coût énergétique de fabrication des cellules photovoltaïques est énorme ! C'est pourquoi les panneaux "Made in France" peuvent se targuer d'un impact carbone plus faible que leurs concurrents chinois : ils sont produits dans des usines françaises, fonctionnant à l'énergie nucléaire ! (83% de notre production nationale d'électricité) Les usines chinoises, elles, (qui fabriquent aussi nos téléphones, nos ordinateurs, nos... ampoules "économiques") sont branchées sur des centrales à charbon ! Il faut en moyenne, dans des conditions "optimales" d'utilisation, entre cinq à sept ans à un panneau photovoltaïque pour restituer l'énergie qui a été consommée lors de sa production. Et il en faudra à peine moins pour réaliser ce que nous appelons son "recyclage", qui devra intervenir en moyenne au bout de quinze ou vingt ans ! Bonjour le rendement !

Et c'est sans compter sur le coût énergétique et écologique d'éventuelles stockages de l'électricité !

L'électricité étant une énergie non-stockable, la production électrique s'adapte à chaque instant à la consommation. Sans batterie, dont il vaut mieux ignorer le coût écologique et énergétique de fabrication et de "recyclage", l'électricité photovoltaïque est une forme de production condamnée à rester accessoire, pour faire tourner une partie des climats installés par milliers depuis la canicule par exemple. Lors des pics de consommation, lors des jours les plus courts, les jours gris qui précèdent les longues soirées d'hiver... pas un kilowatt d'électricité photovoltaïque n'est disponible ! Ce qui veut dire qu'il faut avoir à disposition dans ces moments là, la capacité de produire les 95 000 mégawatts demandés !

Quel autres moyens ?

de vie que permet et contraint ce système.

Le problème de l'expertise. En organisant la nécessité de l'expertise scientifique, les gouvernements et les entreprises ont compris que par le biais d'une existence toujours plus assujettie aux diverses techniques, ils s'assuraient un contrôle grandissant sur nos vies. Ce qu'ils font aujourd'hui avec le Gaz de Schiste, ils continueront à le faire avec toutes alternatives nécessitant une expertise.

Les scientifiques, ne doivent pas être des médiateurs qui détiendraient la vérité décisive entre les industriels, l'état et la population³¹. Les problèmes qui se posent ne sont pas que de l'ordre du savoir, mais de choix politique. Face au rapport de force actuel, on ne peut pas se présenter comme neutre. On est inévitablement pris à parti. C'est la tyrannie des sociétés non-égalitaires. Elles embarquent tout un chacun dans des guerres qu'il n'a pas forcément demandé et sur lesquelles il doit alors se positionner.

L'appareil technique est devenu mondial, ses exploitations aussi. Le contrôle populaire des ressources est impossible à cause de leur rareté et de la distance. Il n'est pas possible, étant donné le rapport de force, de penser que l'on peut agir contre le gouvernement Chinois pour qu'il améliore la qualité des conditions de travail. Promouvoir les techniques issues de ces exploitations est une erreur.

Pas de culpabilisation ! N'attaquons pas la demande d'énergie, mais le système. Quand on parle de « demande » il ne s'agit pas de ce que chacun consomme individuellement, mais d'un relevé global des nécessités de l'appareil technique capitaliste, et de ceux qu'il fait vivre. Celui-ci pour fonctionner (et donc permettre à tous nos objets de fonctionner ou d'être produits) nécessite encore et toujours beaucoup de pétrole et d'énergie en général. De manière groupée ou individuelle, chacun peut diminuer cette demande. Mais ces libertés sont minimes face au déterminisme qu'entraîne l'appareil technique capitaliste. Le problème n'est pas de nous culpabiliser³², mais de pointer l'appareil capitaliste lui-même qui compose de nouveaux besoins et aliène les réponses à un système industriel capitaliste marchand mondialisé.

L'énergie n'est un problème pour nous que parce que nous dépendons d'un appareillage

Sachant que ces moments de pic de consommation vont souvent de pair avec une absence de vent, l'éolien ne saurait-être la solution non plus ! Le développement de ces deux moyens de produire de l'électricité est donc limité par cette problématique inhérente à la nature même de l'électricité : L'électricité est NON STOCKABLE.

Le coût énergétique et écologique de fabrication va de pair avec un coût économique. [...]

Pour ceux qui s'insurgent du coût écologique d'exploitation des gaz de schiste, (que je ne défends absolument pas, au contraire !) je les invite à se renseigner sur le coût énergétique et écologique de production des TERRES RARES, qui rentrent dans la composition des panneaux photovoltaïques. L'extraction et la valorisation de ces éléments est une telle catastrophe écologique, que nous avons laissé les chinois produire ces saloperies à moindre prix depuis les années 1960, sans nous soucier ni conséquences écologiques (c'est là-bas, pas chez nous ?) ni de la dépendance stratégique dans laquelle nous allons nous mettre !

Aujourd'hui, le marché de ces 17 éléments "rares", indispensables non seulement pour nos panneaux photovoltaïques, mais aussi pour nos éoliennes (les génératrices ne généreraient rien, ou pas grand chose sans eux...), nos écrans LCD, nos téléphones, ordinateurs et autres appareils électroniques, les moteurs électriques de puissance installés dans les voitures hybrides ou électriques de nombreux équipements militaires... ou nos ampoules "écologiques"... est un marché détenu à 95% par la Chine ! Bonjour l'indépendance énergétique !

Enfin, à ceux qui envisagent de brancher des batteries derrière leurs panneaux, je les invite à se renseigner sur le coût écologique et énergétique d'extraction et de valorisation du lithium, dont 70% des réserves mondiales sont concentrées en Amérique du Sud, notamment en Bolivie sur certains Haut-Plateaux classés parcs naturels aujourd'hui... Une classification qui risque d'être remise en cause, à force de lobbying politico-économique, pour permettre l'exploitation à grande échelle de cet élément indispensable aux batteries... de nos "solutions écologiques". »

30 Arnaud Michon, *Le sens du vent ; Notes sur la nucléarisation de la France au temps des illusions renouvelables*. Encyclopédie des nuisances.

31 Les scientifiques de Géosciences, en lien par ailleurs avec Total, disent explicitement : « Enfin, les scientifiques de ces laboratoires peuvent servir de médiateurs : Grâce à leur réseau collaboratif national et international, ils ont la capacité d'obtenir les expertises sur des sujets qu'ils ne maîtrisent pas. Leur connaissance du milieu industriel, développé dans le cadre de recherches collaboratives, leur permet de servir d'interface entre interlocuteurs (collectivités locales, industriels, public). Ils peuvent contribuer à la diffusion scientifique auprès du grand public, afin d'assurer une plus grande transparence. » § Quelles sont nos compétences ; Contribution aux débats par les laboratoires Géosciences et Hydrosociété Montpellier, Et l'Observatoire de recherche Méditerranéen de l'Environnement de l'Université de Montpellier 2. 29 janvier 2011. Dans un article du 17/02 publié à la Gazette de Montpellier, la situation est un peu plus claire : « Nicolas Arnaud : « Le CNRS mandate l'Observatoire (et donc moi comme directeur) pour constituer un groupe d'experts national qui permettra au CNRS d'apporter son expertise au débat. Notre initiative locale fait donc modèle au national et on nous demande d'animer la réflexion. »

32 Charles Lamiraud : « [...] Un forage va utiliser 15 millions de litres d'eau pour fracturer la roche ? Les Français en dépensent deux fois plus chaque année pour laver leurs voitures. » ; « cette énergie c'est nous qui la demandons »

technique spécifique, rendu nécessaire par nos modes de vie. Une grande partie de l'énergie produite ne nous arrive d'ailleurs jamais, parce qu'elle est consommée par le système lui-même pour son fonctionnement. Ce n'est pas nous qui constituons un problème, mais cet appareillage et ceux qui le dirigent. Ils organisent nos dépendances, notre exploitation, et la destruction des vivants sur Terre. Finissons-en avec ce système.

Emplois. Ces exploitations créeront de nombreux emplois³³ : les propagandistes charger de rassurer tout le monde en leur disant que tout va bien, ceux qui détruiront le paysage pour installer les forages. Les compagnies payées pour livrer de l'eau potable aux personnes dont l'eau aura été contaminée, sans parler enfin de ceux qui vont prescrire les médicaments et antidépresseurs aux personnes dont la vie aura radicalement changée. Une grande partie du système est automatisé, et ces installations n'attirent pas les touristes.

L'auto-production et autogestion locale contre la démocratie parlementaire, les Industriels et les Patrons ! Pour le bon fonctionnement du système, nous sommes des « pertes acceptables » et nous subirons ces « dommages collatéraux ». L'énergie est une question majeure pour toute société. Quand on a affaire à un gouvernement cela devient une question d'État, avec son secret et son refus de toute gestion démocratique. C'est à nous qu'il appartient de changer la donne.

Capital, Industries et États sont liés³⁴. La noblesse d'État que constitue les membres de la société minière sont partout dans ce projet³⁵ (comme le constate Fabrice Nicollino) : le « *Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGIET), créé avant la Révolution française, et qu'on a longtemps appelé le Corps des Mines ; et puis le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), l'ancien corps des Ponts et Chaussées.* » Pierre Guillaumat impliqué aux mines, fut le premier patron d'Elf-Aquitaine. « *les ingénieurs des Mines sont partout dans ce dossier pourri. À la tête de Total et de Suez, bien sûr. Mais aussi chez Vallourec, qui produit les tubes destinés à l'exploitation du gaz. Et bien évidemment au ministère de l'énergie de ce cher monsieur Besson. Et bien évidemment au ministère de l'Écologie de cette chère madame Kosciusko-Morizet.* »

NKM a demandée à ce qu'aucune exploration concernant l'unique Gaz de Schiste (Laissant libre les projets concernant l'Huile de Schiste qui emploie les mêmes méthodes), ne soit faite avant Juin. Période où doit être remis un rapport sur le sujet. La belle affaire ! Aucune exploration pour le gaz n'était prévue avant fin juin³⁶. Vu ce qu'ils avaient dit pour le Grenelle de l'environnement il ne faut rien en attendre... Surtout quand on sait que le rapport qu'elle a demandé a été confié au CGIET, le Conseil Général de l'Industrie, de l'Énergie et des Technologies, qui dépend directement du Ministère de l'Économie. Un pré-rapport devrait être rendu le 15 Avril, le rapport final le 31 Mai, restons sur nos gardes.

Dans le cadre d'une stratégie mondiale du commerce³⁷, il n'est pas question de démocratie locale qui ne ferait que ralentir leurs décisions. Les entreprises n'agissent pas au niveau local, réel, mais international, abstrait. C'est à partir de cette échelle qu'ils évaluent les ressources,

33 C'est les arguments que met en avant par ex. GDF-SUEZ à Villeneuve-de-Berg <http://alter.34.free.fr/spip.php?article541>

34 Julien Balkany (frère de Patrick Balkany) est vice-président de la société Toréador.

35 « *Franck Bréchon, président du PNR [Parc Naturel Régional, ici Ardèche] précise sur le code minier :*

1/ les modifications ont été apportées sur décisions ministérielles et n'ont pas fait l'objet d'un travail parlementaire.

2/ les permis de prospection qui étaient de 3 ans passent désormais à 5 ans.

3/ Les produits d'exploration (gaz, huile, pétrole) qui ne pouvaient pas être commercialisés jusqu'alors le seront désormais.

4/ Les permis pourront désormais être renouvelés 2 fois, soit une durée totale de 15 ans.

La liste n'est [...] pas exhaustive [...]. Les juristes de la fédération des parcs et de la Frapna y travaillent. Il a également précisé que le droit minier est supérieur aux chartes des Parcs, des zones naturels sensibles etc. »

36 La seule et unique demande déposée à ce jour par le pétrolier texan Schuepbach Energy, associé à GDF Suez, concerne un premier forage, prévu en septembre à Villeneuve-de-Berg en Ardèche. Et Total par ex. cherchant toujours un nouveau partenaire...

37 http://energy.ihs.com/source/international/oct10/significant_resource.htm

ou es ce qu'ils vont pouvoir creuser etc. Leur business plan est déjà prêt.

Suspension, moratoire, ou refus complet ?

La demande de l'arrêt complet ou de l'abrogation est la position partagée par les collectifs locaux qui partagent l'idée qu'il n'existe pas de technique propre pour ces extractions. Malheureusement un ensemble d'associations et d'organisations réformistes (Cap 21, le WWF, le PS et une partie d'Europe Écologie) tente de monopoliser le débat en avançant l'idée d'un moratoire et de débat public... alors que les fractures se font ou se prépare. Il faut choisir : soit on empêche les dégâts, soit on attend pour tenter de les faire reconnaître comme illégale et impropre en essayant de colmater et réparer le pire. Le passé a par ailleurs montré que les promesses des partis ne valaient pas grand chose (Jacque Chirac était contre la françafrique avant d'être élu, Sarkozy disait qu'il ne toucherait pas au retraites...).

D'un point de vue juridique un ensemble de questions sont tout de même intéressante :

La population française, est avant tout considéré comme des « administrés », pas des personnes réellement impliqué dans la gestion de leur vie !

Les habitants sont considéré comme informé quand un papier est déposé dans un bureau obscur dans lequel personne ne va, sauf le fonctionnaire directement concerné (comme dans le film H2G2, qui reprend le livre du guide du voyageur intergalactique... mais eux c'était précisément pour critiquer l'administration).

Le code minier qui régit tout ce bordel... a été modifié sans passé en discussion a l'assemblée (la pure oeuvre technocratique).

V.RÉSISTANCES



Bientôt chez vous : des espaces saccagés

a) Générale

Le problème réside dans le rapport de force : il s'agit ni plus, ni moins que d'une recherche mondiale d'équilibre énergétique. Avec de gros enjeux géo-politique locaux (chaque pays recherchant son autonomie énergétique) et internationaux (dépendance envers les autres pays pour obtenir ce dont on a besoin).

Les États-unis, le Canada et la Suisse³⁸, ont déjà reçu certaines de ces installations. Il est possible de se renseigner à partir de leur expériences.

Les Québécois ont de l'avancent dans ce domaine. A force de manifestations, ils ont

réussi à faire pression. Une inspection a été programmée... Sur 31 puits... 19 ! Pas moins de 19, présentaient des fuites³⁹.

La compagnie Toréador (et son partenaire Hess Oil France SAS), liée aux Balkany, qui s'occupe des extractions dans la région parisienne s'est rapproché de la ministre NKM et a obtenu au 1er Février 2011 un renouvellement de ses concessions (Châteaurenard et Saint-Firmin-des-Bois, qui représentent ensemble toutes les réserves pétrolières de Toreador), malgré que la ministre est annoncé un gel de toute extraction. Confirmé au journal officiel du 3/02/2011. La date d'expiration des deux concessions est à présent prorogée au 1er janvier 2036.

Bien que sur son site Toréador tente de protéger Hess Oil and Gas en affirmant « une très grande expérience de ces techniques éprouvées avec succès », il faut rappeler que l'entreprise à encore eu de récent déboires environnementaux dans une affaire de contamination d'eau. Plusieurs compagnies pétrolières importante, dont la Société Hess sont impliqués. Elle devra payer une partie des 422 millions de \$ exigés. Le dossier a été déposé par 153 fournisseurs publics d'eau dans 17 états contre les compagnies de pétrole sur la contamination d'eau potable causée par le *Methyl Butyl Ether Tertiary* (MTBE) (additif pétrolier). Le jugement stipule aussi que les partis prenantes doivent payer les coûts de traitement des puits qui peuvent avoir été contaminés et exiger ce traitement pendant les 30 ans à venir⁴⁰.

Total se dit agacée par la polémique, mais reste optimiste auprès des partenaires qu'il recherche pour faire ses explorations. Pour les uns (la population) : on sait vraiment pas si on trouvera quelque chose, et jusqu'à présent on a rien fait. Et pour les autres (industriels) : on va certainement trouver quelque chose et c'est avec nous qu'il faut s'allier...

En France, si l'exploration pour les gaz de schiste n'a pas commencée, celle pour l'huile de schiste a débuté dans la région parisienne (Doué 77) dès fin Janvier⁴¹ avec la société Toréador.

38 « Ayant des connexion là bas au niveau politique et presse, je pense que le public suisse ne sais rien de ce qui se passe. ils sont dans le bleu complet. Un forage de prospection pour rechercher ce qu'ils appellent des "hydrocarbures gazeux" a eu lieu en 2009-2010 à Noville. L'entreprise qui effectue le forage s'appelle petrosvibri et fait partie du groupe HOLDIGAZ. La technique utilisée est celle de la fracturation hydraulique. Même les grands organismes environnementaux sont muets et laissent faire. Une grosse frayeur en Suisse à Bâle ou un forage pour la géothermie a occasionné des séismes suffisamment importants pour effrayer le public et bloquer d'autres projets. En avril 2010 il y a eu un accident : le train de tiges de forage s'est bloqué suite à un effondrement dans la partie horizontale du forage. Il a fallu utiliser 2 charges explosives pour dégager le matériel et reprendre le forage dans une autre direction , toujours sous le lac. »

39 <http://ownilive.com/2011/01/05/gaz-de-schiste-des-fuites-dans-19-puits-sur-31-inspectes-au-quebec/> d'autres indiqués 11. Apparemment les techniques pour détecter ces fuites sont vraiment artisanale : ils regardent si des bulles ne remontent pas à la surface ! (ils appellent cela l'inspection visuelle). Les fuites ont été détectées grâce à des détecteurs de méthane.

40 <http://www.pegasusnews.com/news/2008/may/11/dallas-law-firm-baron-budd-wins-422-million-water-/>

41 Le seul article du parisien qui en parle emploi jamais le terme schiste, ni fracturation hydraulique bien qu'il décrive exactement la méthode.

Confondu par les propos de la ministre de l'écologie⁴², les élus locaux ont mis un peu de temps à réagir. Les groupes de résistances de cette région semble un peu désarçonnés.

C'est dans le sud de la France que la résistance semble la plus active. Le 20 Décembre : 300 personnes ont décidé-e-s de construire un comité de vigilance.

Les premières réunions publiques en Ardèche et à proximité (en Janvier) apporte entre 300 et 700 personnes a chaque fois, y compris dans les petits villages⁴³.

Depuis Janvier et Février 2011, chaque réunion du genre réuni au minimum 200 a 400 personnes. La dernière en date : 3 Février, « *Lussas, village de 1000 habitants, plus de 400 personnes dans une salle des fêtes bondée ! Des gens debout, assis dans les travées, des étudiants, des élus locaux, des retraités, des mômes...* ». En Février, je note un pic a Villeneuve de Berg, de 1200 personnes pour une réunion sur le gaz de schiste. Celle qui a eu lieu a Montpellier le 11 Février, malgré le lieu urbain, a rassemblé bien 500 personnes, j'ai (Florian) du faire une conférence débat improvisé en extérieur avec 50 personnes qui ont participés, vu que la salle leur était devenu inaccessible.

Des groupes locaux d'opposition se sont constitué⁴⁴.



Des présidents de Région, veulent établir des moratoires⁴⁵. Des conseils généraux⁴⁶ ainsi que des communes⁴⁷ s'opposent. 80 parlementaires de tout bord, signes une motion parlementaire contre l'exploitations des Gaz de Schiste (3/03/2011)⁴⁸.

Europe Ecologie Les verts, et leurs représentants apparaissent dans un premier temps réformiste, ils épluchent les contrats⁴⁹ : leur objectif est de faire pression. Pour eux il y a une remise en

42 Elle a dit a l'assemblée lorsqu'elle a écarté le gaz de schiste : « En France, 3 permis d'exploration ont été donnés en mars 2010 pour le gaz de schiste. Il existe par ailleurs 3 autres permis d'exploration sur l'huile de schistes, c'est un sujet un peu différent. »

43 Le 26 : Réunion à Saint-Sernin près d'Aubenas. 400 places assises, environ 700 personnes. Le 27 : Montélimar. Environ 500 personnes. La salle est pleine et beaucoup sont restés debout. Une dizaine d'intervenants. Le 28 : Saint-Paul le jeune. Environ 300 personnes.

44 Extrait du CR Réunion Formation et Organisation du Collectif Citoyen Lotois « NON au Gaz de Schiste » 28 janvier 2011 :

« Un peut plus de cinquante personnes ont répondues présent à cette invitation : La Confédération Paysanne, le Comité d'Action Jeunesse, le Comité de lutte 46, la CFDT, la MJC, Quercy Energies, le Conseil Général, le Conseil Régional, le Mouvement Citoyen Lotois pour la Sortie du Nucléaire, SDNLot, le Comité départemental de spéléologie, Le Lot en Action, Le cercle de Gindou, l'ACRE, Lot Nature, Préservation des paysages de Bourianes, De la culture dans les paniers, ASEL, Solidaire46, le Mouvement des objecteurs de croissance, le Mouvement Alternatif, EELV, PS, NPA, le Parti de Gauche. Le film Gazland a été projeté. Un débat d'idées s'en est suivi :

-Faire un support qui puisse être présenté à un public le plus large possible ; Demande de réduire le film à une vingtaine de minutes maximum ; Demande de diaporama Ou d'une dizaine de photos explicites (technique, dangers ...) ; Informer les différents corps du département : Politiques, syndicats, élus, associations... ; Courrier dans les normes ; Photos ; Textes officiels ; Passer le film raccourci au Conseil Général -Demander des délibérations aux communes concernées [...] -Demander un référendum (Voir www.association-lecercledegindou.com) Le dossier a évolué très vite. La résistance s'organise ; Une coordination nationale est prévue à Valence courant février. [...]

Certains propose de l'action en plus de l'information : « La RN102 est un lieu de passage important. Je propose : Mise en place de banderoles le long de la route [...] ; Actions symboliques [...] »

45 Jean-Jack Queyranne (Rhône-Alpes) [le 21 janvier](#) puis Martin Malvy (Midi-Pyrénées) [le 31 janvier](#). Le Conseil régional de Picardie décide au 4 Février et a l'unanimité d'interdire **par tous les moyens** l'exploitation sur son territoire pour les gaz et pétrole de schiste.

46 Comme l'indique Montpellier-Journal : « Du côté des conseils généraux (CG), [...] : l'Hérault, on l'a vu, [a voté une motion le 24 janvier](#). L'Aveyron – dirigé par la droite – en a fait de même [le 31 janvier](#). En Ardèche, Pascal Terrasse, le président du CG a profité de son mandat de député pour [s'adresser directement à la ministre de l'écologie](#). Dans le Gard, Damien Alary, le président du CG et vice-président de la région a écrit au préfet, nous apprend [un communiqué diffusé hier](#), pour demander une table ronde et a déclaré : « À l'heure du Grenelle de l'environnement, il serait inadmissible que ces recherches se fassent au détriment de la préservation de notre patrimoine environnemental. » En Lozère, Jean-Paul Pourquier, le président (UMP) du CG est plus prudent mais il déclare, dans [un communiqué daté du 2 février](#) : « Nous veillerons donc à ce que notre environnement et sa ressource en eau ne soient pas mis en péril. »

Le conseil municipal de la ville de Montpellier doit voter, lundi 7, [un vœu](#) dans lequel il « demande au ministère de l'écologie l'annulation de tous les permis accordés ». Enfin, à Viviers (Ardèche), François Louvet, le maire (Europe écologie – Les Verts) de la commune a pris un arrêté municipal interdisant « toute prospection de gaz de schistes » pour l'année 2011". (ledauphine.com, 1/02) »

47 (3 janvier), le conseil municipal de Sainte-Eulalie-de-Cernon (Aveyron) a voté à l'unanimité une demande de moratoire. Les communes ont peur de la destruction du territoire (par mitage) et de la contamination des sols et des eaux.

48 <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/03/97001-20110303FILWWW00521-gaz-de-schiste-motion-parlementaire.php>

49 Tribune de Corinne Lepage : <http://www.rue89.com/corinne-lepage/2010/12/20/pour-un-moratoire-immédiat-sur-l-exploitation-des-gaz-de->

cause de la transition écologique. Ils ont mis au point une pétition : <http://www.lapetition.be/en-ligne/contre-l-exploitation-du-gaz-de-schiste-8997.html>

Ils sont dans la ligne des élections. José Bové se démarque un peu du groupe en pointant le moratoire insuffisant et en demandant l'abrogation. Dans l'Hérault, EELV n'hésite pas à organiser des débats sans prévenir le groupe local qui s'est constitué ou en faisant pointer rapidement quelqu'un à une réunion durant 5 minutes, pour lui demander des choses que le collectif a déjà décidé de faire, en précisant qu'ils ne pourraient pas le faire... La situation sera différente dans d'autres localités.

La récupération par des partis politiques inquiète tous les groupes locaux. Les médias industriels rajoutent au problème en parlant uniquement « des écologistes » ou du leader d'Europe Écologie (José Bové). Bref, la personnification du mouvement est à craindre. Certains proposent que le refus de la division partisane soit affiché au profit d'une unité populaire (terme plus approprié que citoyen, qui exclut une part de la population). Ensuite il faudra se battre (avec de nombreuses pancartes par ex.) pour rendre visible ce choix et combattre les mensonges des journalistes.

Cap 21 qui est pour un moratoire, se fait en même temps relais du chantage à la consommation, évoquant la place importante que pourrait avoir un gaz de schiste propre⁵⁰.

Le PS n'a pas hésité dans des réunions locales (à Montpellier notamment) à critiquer la population en lui reprochant de ne pas rester à sa place, et de laisser les professionnels de la politique s'en charger.

Enfin, il faut noter l'infiltration tardive (20 Février) et inquiétante des groupes d'extrêmes droites, identitaires, comme La ligue du Midi.

La première grande manifestation nationale, le 26 Février 2011 à Villeneuve de Berg a réuni entre 10 000 et 20 000 personnes dans l'Ardèche. Certains articles, présentent José Bové comme « fer de lance de la contestation » en précisant qu'il est à EELV... La plupart des photos publiées dans les journaux⁵¹ (contrairement à celles prises par les manifestants⁵²) montre surtout des brochettes d'élus écharpés. Malheureusement ce sont ces élus qui étaient en première ligne de la manifestation⁵³.

À la même date, la coordination nationale (Initiée par Jean-Marie Juanaberria, Patrick Herman, Fabrice Nicolino et José Bové) a réuni 150 personnes⁵⁴ et fait un ensemble de propositions. Il est envisagé de créer deux associations une pour permettre la collecte de fonds, l'autre des actions judiciaires (mais elle ne pourront pas avoir lieu avant 2 ans). Un point juridique est fait. Corine Lepage (Cap 21) a décidé d'attaquer le permis de Montélimar car le délai court si la publication n'est pas régulière. La publication au JO du « Permis exclusif de Montélimar » ne signale pas les régions concernées. Qui pourrait penser qu'un habitant Nîmes, il est concerné par un permis intitulé « Montélimar » ? Cette publication n'est pas régulière puisque son but est d'informer les citoyens.

Un nouveau risque apparaît : la prise de pouvoir par les juristes et les élus... en lieu et place de la population. 2 collectifs semblent vouloir être constitués, un pour les élus, et un pour la

[schiste-181672](#)

50 « Le gaz naturel, écrit Eric Delhay président de Cap 21, va probablement occuper une place importante dans les décennies à venir pour accompagner cette transition. [...] »

51 http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/02/26/plusieurs-milliers-de-personnes-reunies-contre-les-gaz-de-schistes-en-ardeche_1485731_3244.html

52 <https://picasaweb.google.com/jmluitaud/20110226VilleneuveDeBerg07RassemblementContreGazDeSchiste#> ; <http://www.sokebana.net/domaine/faites-pas-schiste/?p=231> ; <http://pascalblachier.blogspot.com/2011/02/villeneuve-de-berg-manifestation-du-26.html>

53 Voir cette vidéo du rassemblement : <http://www.youtube.com/watch?v=ErhZb-0Rxew>

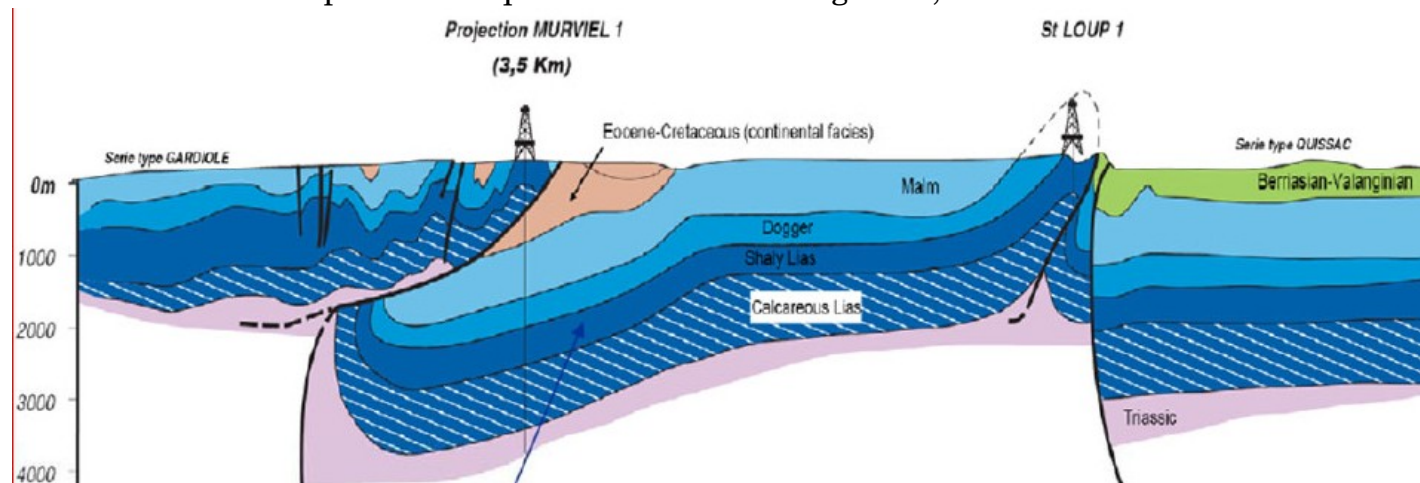
54 Des représentants des collectifs locaux : Dordogne, Ile-de-France, Seine-et-Marne, Lozère, Hérault, Gard, Aveyron, Lot, Tarn-et-Garonne, Drome, Vaucluse, Var, Ardèche, Picardie, Bouche-du-Rhône ; Des représentants des organisations nationales : Amis de la Terre, Agir pour l'Environnement, Fondation France Liberté, Urgence Climatique Justice Sociale, Greenpeace ; Deux membres des collectifs d'opposition au Canada : Pierre Batelier et Normand Mousseau ; Des élus de différentes collectivités et échelon territoriaux.

population. Une cellule juridique est constituée « réunissant les avocats et les membres des collectifs. Charge à chaque coordination des collectifs par permis de désigner un représentant pour y participer. Les membres peuvent se faire connaître à l'adresse mail nonaugazdeschiste@gmail.com. La coordination nationale mandate Maître Hélène Bras sur ce dossier. » « Il a été décidé d'encourager les communes à prendre des arrêtés contre les permis délivrés par l'Etat afin d'obliger les préfets à les attaquer au Tribunal Administratif. Cette stratégie permettra d'enclencher la bataille juridique. »

5 Mars 2011 : Un rassemblement à Doue : entre 1500 et 3000 personnes contre le forage qu'a commencé la société Toréador.

b) Localement

Notre région a un sous sol percé comme un gruyère. Les risques de retrouver dans les eaux souterraines des composés chimiques extrêmement dangereux, est très élevé.



Le pic St Loup est le bassin versant du Lez qui alimente la conurbation de Montpellier. Murviel est le bassin versant du secteur de l'Étang de Thau, Sète et les environs. <http://www.montpellier-journal.fr/2011/01/gaz-de-schiste-total-montre-son-grand-interet-et-sa-determination-pour-la-region.html>

c) Actions

Bataille Juridique⁵⁵, Pétitions, Moratoire, Réunions d'informations, Manifestations, Blocages, Sabotages, Boycott des sociétés impliquées.

ACTUELLEMENT : Certains proposent d'organiser un boycott des sociétés lié à l'exploitation de Gaz de Schiste (les stations de Total, refus de payer des factures à GDF). Une des difficultés est qu'elles sont nombreuses et liées à beaucoup de choses utilisées quotidiennement. Mais d'autres moins courantes peuvent aussi être l'objet de cible. Par exemple, on apprend que la Société Générale (J.O du 7/10/2010) et plus récemment (20/01/2011) le Crédit Agricole⁵⁶ s'est lié à ces projets. Ces révélations récentes, rappelle surtout que les décisions sont déjà prises. Et que la démocratie parlementaire n'est qu'un vernis passé par-dessus une politique libérale claire et officieuse. Il doit être aussi possible, comme cela s'était fait pour préserver le Larzac dans les années 70, d'acheter des micro-parcelles qui ralentirait

⁵⁵ « Il semblerait que les contrats signés entre l'état et les entreprises ont été rédigés à la hâte juste avant le Grenelle de l'environnement et comme tout contrat vite fait comporterait pas mal d'erreurs et de clauses illégales. (Du sport juridique en perspective ! reste à se procurer copies de ces contrats). »

⁵⁶ Arrêté du 20 janvier 2011 autorisant la société Crédit agricole Corporate & Investment Bank à exercer l'activité de fourniture de gaz naturel. Par arrêté du ministre auprès de la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique, en date du 20 janvier 2011, la société Crédit agricole Corporate & Investment Bank, dont le siège social est situé 9, quai du Président-Paul-Doumer, 92920 Paris La Défense Cedex, est autorisée à exercer l'activité de fourniture de gaz naturel sur le territoire français pour approvisionner la catégorie de clients suivante : les fournisseurs de gaz naturel.

les explorations et exploitations prévues.



Vigilance Camions, Bateaux :

Des collectifs proposent de se tenir mutuellement au courant pour repérer ces camions⁵⁷.

Nous sommes nombreux et il devient difficile de gérer toutes les initiatives.

Rassemblement des contacts indiqués en cas de repérage de camion :

Collectif Lot : 06 09 71 64 03

Collectif Piemont Cévenol : 06 75 72 09 91 / 06 20 87 06 96

Collectif Drôme : 06 09 61 51 91

Collectif 07 Ardèche : 04 75 36 72

83

Je me demande d'abord, si qqun de ses groupes, peu nous expliquer comment ils se sont organisé pour gérer ses appels, es ce qu'ils en ont pas trop etc... (étant donné que tous les camions en questions ne font pas ça pour le sujet qui nous concerne), et aussi quel type d'actions ils ont pensé faire face a cet afflux.

Ensuite, je pense qu'il faut coordonner les initiatives de ce type entre les différents collectifs, (par ex. dans mon groupe local (hérault), qqun a cru voir un de ces camions près de Lodève... Et me demande qu'est ce qui peu faire ou prévenir. Or je n'ai pas connaissance d'un grp local sur la question... et les camions ça se déplace).

Je pense qu'a terme il faut coordonner les repérages de camions, filtrer les camions qui nous concerne pas, proposé les types d'actions possibles etc... Il faut faire attention aussi de ne pas rentrer dans la paranoïa tous ne sont pas destiné au gaz ou huile de schiste.

Parmi les éléments qui permettent de filtrer les bonnes infos des mauvaises, il y a la proposition de prise de photo et celle d'un contact téléphonique valide avec l'annonce. Mais comment savoir si un camion sonde est effectivement destiné au gaz de schiste ou a autre chose (une grosse foreuse, c'est déjà différent) ?

Il y a aussi des contacts stratégiques à prendre :

Les personnes qui font les péages d'autoroutes

Les personnes habituellement sur les routes (bus, routier)

Les personnes proche des lieux de débarquement possible (Sète, Pertus, Marseille, Brest).

Pour ce dernier point, il est certainement stratégique pour les groupes locaux proche de tenter une réunion d'information dans ses villes pour espérer que des personnes sur place soit motiver, entre autre, a ce repérage.

57 [...] par ex. : « La création de ce réseau s'effectue ainsi, deux possibilités s'offrent à vous : soit vous êtes **relais** et vous prenez en charge une dizaine de personnes (numéros transmis par l'Association) que vous contacterez en cas d'alerte ; soit vous êtes simplement inscrit dans le réseau **sans mission relais**. Merci de ne pas oublier d'indiquer dans vos mails, la catégorie dans laquelle vous pouvez vous inscrire (relais ou pas). »

Observer en temps réel à distance les bateaux :

<http://www.marinetraffic.com/ais/fr/default.aspx?mmsi=304010873&zoom=10>

L'agenda.

En plus des réunions, des actions de sabotages et blocages sont à prévoir. La décision d'NKM n'est pas d'empêcher l'exploration jusqu'à Juin 2011, mais le forage. Donc des explorations sans forages sont toujours possible. Un calendrier indicatif très utile :

1er Trimestre : Études sismiques. « pour déterminer précisément l'emplacement des puits [...], des études sismiques sont prévues. *Des ondes sonores sont émises dans le sous-sol grâce à des camions vibrateurs par exemple, leurs échos sont ensuite captés en surface pour analyse.* »

4ième Trimestre : Forage. « *Les travaux de préparation du site et de forage du puits durent trois mois par puits. Six mois d'études des résultats sont ensuite nécessaires.* »

5ième Trimestre : Fracturation hydraulique. « *1 semaine par puits pour la fracturation hydraulique suivie d'un test de production de deux mois.* »

Transport du matériel permettant les explorations.

Squat a Doue, jusqu'au moment du forage annoncé par Toréador (au 16 Avril).

La prochaine coordination aura lieu en Seine-et-Marne le 2 avril 2011.

15 Avril 2011 : Pré-rapport du Ministère de l'Économie.... et premier forage par Toréador à Doué⁵⁸.

31 Mai 2011 : Rapport final du Ministère de l'Économie.

Septembre 2011 : sont prévu les premières explorations a Villeneuve-de-Berg et Valvignères. (Société : GDF Suez, DALE Ressources, Schuepbach Energy).

58 « Le 14 février, quatre jours seulement après la réunion de l'apaisement [celle où les ministres ont reçus les industriels], la mairie de Doue (Seine-et-Marne) – la commune où devraient avoir lieu les premiers forages – reçoit une lettre de Toreador qui confirme « l'engagement de commencer le forage au plus tôt le 15 avril par un forage vertical d'investigation ne comprenant pour l'instant aucune fracturation hydraulique ». Art. Médiapart ; la lettre : http://www.mediapart.fr/files/media_71254/courrier.jpg



Localisation des puits envisagés

⊕ Puits existants ⊕ Emplacement possible des futurs puits

Questions à élucider : les autres villes concernées par le permis de recherche de Villeneuve-de-Berg (Les Vans, Joyeuse, Aubenas) ont-elle était contacté par GDF-Suez ?

Enfin, lors d'une réunion avec la ministre de l'écologie, et le ministre de l'Économie, des industriels⁵⁹ ont dévoilés une partie de leur programme :

Pour Schuepbach Energy LLC, deux forages en octobre 2011 mais qui demandent des préparatifs (juridiques, techniques, financiers...) dès le mois de mars,

Pour Total Gas Shale Europe un premier forage début 2012 mais qui demande des préparatifs dès septembre 2011,

Pour Toreador Energy France et Hess Oil France, le forage de trois puits verticaux, le premier dès le mois de mars 2011 sur le permis de Château-Thierry avec possibilité de test ultérieur de fracturation hydraulique, les travaux étant encadrés par trois arrêtés préfectoraux du 12 octobre 2010 ; le forage d'un puit vertical sur le permis de Mairy, le dossier d'ouverture des travaux étant à l'instruction depuis le 17 janvier 2011,

Pour Vermilion Rep, un test fin février 2011 de fracturation hydraulique sur trois puits existants des concessions de Donnemarie, Champotran et Chaunoy (hydrocarbures conventionnels), les travaux étant chacun encadrés par un arrêté préfectoral du 4 février 2009 ; un carottage par forage d'un nouveau puits sur la concession de Champotran, les travaux étant

59 - Schuepbach Energy LLC pour la recherche de gaz dans les départements de l'Ardèche, du Gard, de l'Hérault, de l'Aveyron et de la Lozère, et Total Gas Shale Europe pour les départements de l'Ardèche, de la Drôme, du Vaucluse, du Gard et de l'Hérault,

- Toreador Energy France associé à Hess Oil France pour la recherche d'huiles dans les départements de Seine-et-Marne, de l'Aisne, de l'Aube et de la Marne, et Vermilion Rep pour le département de Seine-et-Marne.

Gdf Suez était également représenté au titre de ses négociations avancées avec Schuepbach Energy LLC.

encadrés par le même arrêté ; un carottage par forage d'un nouveau puits vertical sur le permis de Saint-Just-en-Brie, le dossier d'ouverture des travaux étant à l'instruction depuis 1er février 2011. Cette entreprise a par ailleurs une production inférieure à 10 m³ par jour d'huiles de roche-mère à partir de 2 puits en Seine-et-Marne ayant fait l'objet de test terminé de fracturation hydraulique.

Pour ma part, comme contre les OGM, je suis partisans d'aller jusqu'au sabotage. Cela me semble être la bonne mesure minimale vis à vis de ce futur sans avenir qui s'annonce. Sur la critique je pense qu'il faut écarter plusieurs perspectives : celle des élections de 2012 évidemment, mais aussi l'idée de se centrée uniquement sur les problèmes « écologique » (pollution, santé, sobriété énergétique). Ces dernières questions sont importantes, mais elles seront (et sont déjà) la tendance majoritaire. Je pense qu'il faut axer sur l'aspect non-démocratique de ces choix, et sur une critique d'un système technique capitaliste.

RESSOURCES

Forum : <http://gazdeschistefrance.forumgratuit.fr>

Liste de discussion : (s'inscrire en choisissant de recevoir un courriel par jour... sinon c'est l'avalanche !)

Sites généraux

<http://pasdegazdeschiste.proximites.net/>

Comprendre

Le film Gasland (version normale) : <http://www.megaupload.com/?d=UUJRPT4P>

Les versions remontées : 46 minutes <http://dl.free.fr/cFdJURLOn> ; 12 minutes : <http://deatre.chez-alice.fr/download.htm> ;

20 minutes : <http://www.sendspace.com/file/4d9pw8> ; m.a.j sur ce support :

<http://gazdeschistefrance.forumgratuit.fr/t188-videos-en-telechargements>

Une application interactive de vulgarisation : <http://app.owni.fr/gaz/>.

Sites groupes locaux

Piémont-Cévennes : <http://www.gazdeschiste-cevennes.com/>

Ardèche : <http://nonaugazschiste-ardeche.blogspot.com/> ; <http://www.stopaugazdeschiste07.org/>

Lot : <http://nonauxgazdeschistelot.blog4ever.com/blog/index-469854.html>

Haute-Garonne

Provence : <https://gazdeschistesprovence.wordpress.com>

Collectif Auzonnet Cèze et Ganière : <http://stopgrisou.blogspot.com/>

Drome : <http://vigilance2607.eelv-drome.org/>

Informers

Images : <http://www.stopaugazdeschiste07.org/spip.php?article19>

Power Point : http://www.gazdeschiste-cevennes.com/cariboost_files/Gds_diapo1.pps

Cartographie

<http://pasdegazdeschiste.proximites.net/Carte-des-permis-d-exploration>

Liste des communes concernées par le permis de Nant : <http://gazdeschistefrance.forumgratuit.fr/t153-la-liste-des-communes-concernees-par-le-permis-de-nant#301>

Cartes Îles-de-France : <http://ogaz.blogspot.com/p/documents-et-sources.html>



**C'est à nous, les « péquenots », de prendre en charge
nos moyens de subsistance et notre vie sous tous ses
aspects.**

**Pas de place pour les gouvernants et patrons qui
décident à notre place.**

**C'est à nous de construire le monde, de démonter la
méga-machine.**

**Chacun peut participer, aussi modeste que soit sa
contribution.**

Ici comme ailleurs, non aux Gaz et Huile de Schistes !

**Si ce n'est pas vous, qui ? Si ce
n'est pas maintenant, quand ? Si ce
n'est pas ici, où ?**